



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

n° 210 du 19 décembre 2024

SOMMAIRE

Archives Départementales de la Loire-Atlantique

Arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2024 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires sur support papier.

DDTM - Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Arrêté inter-préfectoral portant prescription de mesures d'évitement et de réduction permettant le maintien des objectifs du site Natura 2000 des Marais de Vilaine - Construction et exploitation d'une unité de méthanisation sur le site "la Rousselais" à la Chapelle de Brain.

Ordre du jour de la CDAC du 23 janvier 2025.

GPMNSN – Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire

Tarif de droits de port n°51 applicable au 1er janvier 2025

PREFECTURE 44

CAB – CABINET

Arrêté préfectoral n° 2024-BCRE-48 en date du 16 décembre 2024 portant attribution de la médaille de Bronze pour acte de courage et de dévouement concernant :

-M. HEBERT, Mme CROST, M. FLEURY, M. LAILLE, M. LAKRECHE, M. LE TOULLEC, M. MELLERIN, M. LO PICCOLO, M. MUJA.

Arrêté préfectoral CAB/SPAS/2024/n°1273 du 19 décembre 2024 relatif à l'interdiction temporaire d'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques.

DCL – Direction de la citoyenneté et de la légalité

Arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2024 fixant les candidatures pour la chambre d'agriculture et son annexe.

Arrêté préfectoral du 19 décembre 2024 fixant la liste des supports habilités à publier des annonces légales pour l'année 2025 dans le département de la Loire-Atlantique.

Arrêté préfectoral du 13 décembre 2024 portant sur le surclassement démographique de la commune du Croisic.

Arrêté préfectoral du 19 décembre 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Arrêté préfectoral du 19 décembre 2024 autorisant le retrait de la commune de Vertou du syndicat mixte du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais au 31 décembre 2024.



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Archives départementales

**Arrêté portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et
intermédiaires sur support papier**

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 45 ;
- VU** le code du patrimoine, art. L 212-4, R 212-19 à R 212-31 ;
- VU** le décret n° 2020-733 du 15 juin 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles dans le domaine de la culture ;
- VU** l'arrêté du 4 décembre 2009 précisant les normes relatives aux prestations en archivage et gestion externalisée d'archives publiques ;
- VU** la demande de la société PRO Archives Systèmes, dont le siège social est 20, rue de la Guillauderie, ZI de Tournebride, FR-44118 La Chevrolière, en date du 26 septembre 2024 adressé à M. le préfet de la région des Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- VU** la certification NF 342 n°1100052.18 en date du 20 août 2024 délivrée par AFNOR Certification, certifiant l'activité de services de la société PRO Archives Systèmes en Prestations d'archivage et de gestion externalisée de documents sur support papier pour les sites de conservation cités ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société PRO Archives Systèmes est agréée pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires sur support papier pour les sites situés dans les départements suivants, et certifiés NF 342 :

Aisne :

70 boulevard Cordier, 02100 SAINT-QUENTIN.

Aube :

1 rue des Sirettes, ZAC du Moulot, 10150 PONT-SAINTE-MARIE.

Cantal :

38 avenue Georges-Pompidou, 15000 AURILLAC.

Doubs :

1 place Charles-Guyon, les Prés de Vaux, 25000 BESANÇON.

Drôme :

ZA Les Monts-du-Matin, rue des Lauriers, 26730 LA BAUME-D'HOSTUN.

Eure-et-Loir :

4 rue de l'Océane, 28480 LUIGNY.

Côtes-d'Armor :

ZI des Pays-Bas, 29510 BRIEC.

Gard :

209 chemin de Sommières, 30470 AIMARGUES.

Haute-Garonne :

101 avenue de l'Europe, bâtiment B, cellule 3, parc logistique Eurocentre, 31620 CASTELNAU-ASTELLNAU D'ESTRETÉFONDS.

Ille-et-Vilaine :

Zone artisanale la Lande Baugé 2, 8 Clément-Ader, 35340 LIFFRÉ.

Loire-Atlantique :

Rue de la Guillauderie, ZI de Tournebride, 44118 LA CHEVROLIÈRE.
Rue de l'Industrie, ZI du Haut-Coin, 44140 AIGREFEUILLE-SUR-MAINE.
Rue de l'Atlantique, parc artisanal de l'Erdre, 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE.
Impasse des Puits-Jacob, 44116 VIEILLEVIGNE.

Loiret :

Impasse de la Cassinière, ZI de l'Ardoise, 45170 NEUVILLE-AUX-BOIS.

Maine-et-Loire :

ZA les Furetteries, 49070 SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE.

Meurthe-et-Moselle :

117 boulevard Tolstoï, 54510 TOMBLAINE.

Nord :

Rue de la Barre, 59147 GONDECOURT.
15 rue de l'Épau, ZAC du Parc d'activités économiques, 59230 SARS-ET-ROSIÈRES.

Oise :

ZI du Chevreuil, rue de la Gare, 60490 RESSONS-SUR-MATZ.

Hautes-Pyrénées :

35 rue Aimé-Bouchaye, ZA de la Palanque, 65600 SÉMÉAC.

Bas-Rhin :

Rue Théodore-Monod, ZA de la Vigie, 67540 OSTWALD.

Rhône :

9 rue Jean-Rostand, 69740 GENAS.

Tarn :

Archibald European Archives, 11 rue du Clos-des-Rieux, 81700 BLAN.

Nota bene : la société Archibald European Archives fusionnera à compter du 31 décembre 2024 avec Pro Archives Systèmes.

Var :

Parc d'activités, pôle le Capitou nord, 409 avenue Louis-Lépine, 83600 FRÉJUS.

Vaucluse :

2845 route de Banon, 84300 LES VIGNÈRES.

Vendée :

ZI du Bois-Imbert, 85280 LA FERRIÈRE.

Val d'Oise :

Marly Central Space A4, 2 rue Eugène-Pottier, 95670 MARLY-LA-VILLE.

3 rue Nikola-Tesla, ZAC des Scouardes, 95150 TAVERNY.

ARTICLE 2 : Le présent agrément est accordé tant que la certification NF 342 citée est valide et renouvelée, à compter de la publication du présent arrêté au Recueil des Actes administratifs de la Préfecture de Loire-Atlantique. En cas de changement substantiel affectant, durant cette période, les conditions au vu desquelles l'agrément a été accordé, le titulaire en informera sans délai le directeur des Archives départementales de Loire-Atlantique qui en référera au préfet.

ARTICLE 3 : Le contrôle scientifique et technique des archives publiques externalisées dans chacun des sites agréés est exercé par le directeur des Archives départementales territorialement compétent.

ARTICLE 4 : Le préfet de Loire-Atlantique est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Loire-Atlantique.

Nantes, le **19 DEC. 2024**

LE PRÉFET,


Fabrice RIGOULET-ROZE



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
des Territoires
et de la Mer



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
des Territoires
et de la Mer

**ARRÊTÉ inter-préfectoral
portant prescription de mesures d'évitement et de réduction permettant le maintien des
objectifs du site Natura 2000 des Marais de Vilaine**

**Construction et exploitation d'une unité de méthanisation
sur le site « La Rousselais » à la Chapelle-de-Brain**

Bénéficiaire : SAS Naturagaz

**Le Préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Le Préfet de la région Pays-de-la-Loire
Préfet de Loire-Atlantique**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.414-4, R214-1, R.414-24 et R.414-29 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment son article L. 255-12 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 Marais de Vilaine (Zone Spéciale de conservation FR5300002) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 Marais de Vilaine (Zone Spéciale de Conservation FR5300002) ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté régional n°418 du 5 août 2024 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire

Vu l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié relatif au programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté régional n°123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire (7ème PAR nitrates Pays de la Loire) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 août 2024 portant prescription d'une évaluation des incidences Natura 2000 ;

Vu le document d'objectifs du site Natura 2000 des Marais de Vilaine ;

Vu le dossier de déclaration initiale ICPE, référencé A-4-NQCPCSHJIA, déposé le 29/03/2024 et publié le 5/04/2024, portant sur un projet d'unité de méthanisation dénommée « Site de la Roussellais », à l'adresse 28 Rangoulas 35660 La CHAPELLE-DE-BRAIN, porté par la SAS Naturagaz ;

Vu le formulaire d'évaluation simplifiée d'incidences Natura 2000 déposé par SAS NATURAGAZ et reçu par mail le 13 septembre 2024 ;

Vu la réception le 16 septembre 2024 du parcellaire d'épandage cartographié qui complète le formulaire d'évaluation simplifiée d'incidences Natura 2000 et permet ainsi l'analyse complète du dossier ;

Considérant qu'en application de l'article L414-4 IV bis du Code de l'environnement, tout projet susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 et qui ne figure pas sur les listes mentionnées aux III et IV fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 sur décision motivée de l'autorité administrative ;

Considérant que le site des Marais de Vilaine a intégré le réseau Natura 2000 en raison de son patrimoine naturel remarquable, à savoir la présence de milieux semi-naturels rares en Europe associés à l'eau douce, en particulier des prairies humides, et d'espèces menacées de disparition, dont la Loutre d'Europe, des chauves-souris, des insectes, des espèces végétales et des poissons ;

Considérant la mobilité des espèces semi-aquatique caractéristique du site Natura 2000 dans et à proximité du site ;

Considérant que le document d'objectifs du site Natura 2000 fait état d'un fort enjeu de conservation et de restauration des habitats d'intérêt communautaire aquatiques et humides, en particulier des prairies ;

Considérant que l'unité de méthanisation, objet du présent arrêté, a vocation à produire du biogaz à partir des effluents d'élevage bruts, d'ensilage d'herbe et de cultures intermédiaires à vocation énergétique produits par le GAEC LAIGLE ;

Considérant que les installations projetées se situeront à moins de 500m du site Natura 2000 des Marais de Vilaine ;

Considérant qu'il est prévu que les produits issus de la méthanisation, à savoir du digestat liquide et du digestat solide, soient épandus sur certains îlots du plan d'épandage du GAEC LAIGLE (surface de 406,86ha) et de l'EARL LES CHAMPS (surface de 99,21ha) ;

Considérant que ces îlots comprennent 210,62ha de parcelles dans le site Natura 2000 des Marais de Vilaine ;

Considérant que le plan d'épandage proposé par le dossier de déclaration initiale ICPE a valeur à la fois de plan d'épandage de secours et de plan d'épandage réalisé par les exploitations agricoles associées ;

Considérant que le ruissellement des eaux depuis les installations et l'épandage des produits issus de la méthanisation sont susceptibles de modifier les propriétés physico-chimiques de l'eau et du sol, ainsi que la flore et la faune associées, et donc d'altérer les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site ;

Considérant les propositions d'évitement et de réduction des impacts contenus dans le dossier de déclaration initiale ICPE ;

Sur proposition des Directeurs Départementaux des Territoires et de la Mer ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Mesures d'évitement

Les mesures d'évitement ci-dessous, issues notamment du dossier de déclaration initiale ICPE sont mises en œuvre :

- Sur les parcelles en prairie temporaire ou en culture situées dans et en dehors de la zone Natura 2000, une bande enherbée de 10 mètres est implantée le long des cours d'eau référencés, en accord avec la réglementation existante, et le long des fossés circulants.

Cette mesure concerne notamment les parcelles citées ci-après, ainsi que toute parcelle permettant de contribuer à l'atteinte de l'objectif d'évitement des impacts :

EARL LES CHAMPS	
LA CHAPELLE DE BRAIN	OG 283
GAEC LAIGLE	
LA CHAPELLE DE BRAIN	YA 394 – YC 82 – YD 168 – YD 164 – YD 160 – YD 285 – YD 180 – YD 287 – YD 286 – YD 20 – YD 18
LANGON	ZS 220 – ZV 106 – ZV 105 – ZV 109 – ZV 50 – ZV 199 – ZV 162 – ZV 20 – ZV 161 – ZW 538
GUEMENE PENFAO	YI 225
MASSERAC	ZD 130 – ZD 131 – ZD 137 – ZD 138 – ZD 139 – ZI 02 à ZI 12 – ZI 112 à ZI 121 – ZI 123 – ZI 162 – ZI 163 – ZI 164 – ZI 302 – ZH 49 – ZH 50 – ZY 25

- Il n'est pas réalisé d'apport de digestat liquide sur l'ensemble des surfaces situées dans la zone Natura 2000 des Marais de Vilaine.

- Il n'est pas réalisé d'apport de digestat solide sur les prairies permanentes situées dans la zone Natura 2000 des Marais de Vilaine. Ces surfaces de prairies permanentes situées dans la zone Natura 2000 sont par ailleurs maintenues.

- Les apports de digestat solide (Type I) sur les parcelles cultivées et prairies temporaires situées dans la zone Natura 2000 des Marais de Vilaine sont déconseillées.

Lorsque de tels apports sont rendus nécessaires, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- pour les parcelles cultivées : l'épandage est réalisé à une distance minimale de 50 mètres des bords de cours d'eau, un système de suivi des Éléments Traces Métalliques (ETM) est mis en place ;
- pour les parcelles en prairie temporaire : l'épandage est réalisé à une distance minimale de 50 mètres des bords de cours d'eau

L'ensemble de ces apports doit être réalisé dans le respect de la réglementation en vigueur, et en prenant l'ensemble des mesures nécessaires à éviter le risque de fuite.

Pour les parcelles en prairies, il est recommandé de réaliser des fauches tardives, soit après la date du 1^{er} juillet, en utilisant la méthode de fauche centrifuge réalisée depuis le centre de la parcelle vers l'extérieur, afin de permettre la fuite des espèces susceptibles d'être présentes. Le produit de la fauche est exporté systématiquement afin d'éviter le rehaussement du niveau du sol ainsi que son enrichissement. Pour les bandes enherbées, il est recommandé de mettre en place une gestion différenciée pour favoriser la biodiversité.

Article 2 : Mesures de réduction

Les travaux de construction et l'exploitation de l'unité de méthanisation sont réalisés avec des précautions étendues afin d'éviter tout écoulement accidentel dans le milieu.

A cette fin, la création de talus plantés de haies (type bocagère) autour du site (parcelles YL 75 et YL 76) au lieu dit la Rousselais à la Chapelle-de-Brain est à réaliser.

Article 3 : Mesures de protection des captages d'eau potable

La gestion des épandages sur les parcelles situées en PPC doit se faire en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique du captage de Massérac, et aux préconisations liées à l'évolution future de la réglementation encadrant ce captage.

Article 4 : Effets cumulés

Les effets cumulés portent sur la proximité du projet d'avec l'unité de méthanisation exploitée par la société BIO2G à une distance de 2km, sur la commune de La Chapelle-de-Brain.

Le plan d'épandage de l'unité de méthanisation existante ne prévoyant pas d'épandage en zone Natura 2000, il n'apparaît pas nécessaire de prendre en compte d'éventuels effets cumulés à ce jour. Une modification des conditions d'épandage pourra entraîner une modification des prescriptions contenues dans le présent arrêté.

Article 5 : Recours

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine dans les deux mois suivant la notification de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet ;
- conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, par recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent ou par l'application Télerecours accessible sur le site www.telerecours.fr pour les demandeurs et/ou les exploitants dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Exécution

Le Préfet de la région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine, le Préfet de la région Pays-de-la-Loire, Préfet de Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Redon, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le Maire des communes de la Chapelle-de-Brain, Langon, Guemené-Penfao et Massérac, et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur Général de SAS Naturagaz et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rennes, le **18 DEC. 2024**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre LARREY

Fait à Châteaubriant, le 28 novembre 2024

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

Nantes, le 19/12/2024

COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Réunion du jeudi 23 janvier 2025

**à la DDTM 44 (10 bd Gaston Serpette – salle R-1)
et en visioconférence**

(Président : M. Tom FOLLET)

ORDRE DU JOUR

A 10 h - Dossiers N° 24-377 et 24-378 :

Extension de l'ensemble commercial du Butai par,

- Création d'une GSS de peinture,**
- Extension du magasin Ma Maison Ma Déco,**

à Chaumes-en-Retz.

TARIF

DROITS DE PORT

2025



SOMMAIRE

REDEVANCE SUR LE NAVIRE	2
Article 1 - Conditions d'application	2
Article 2 - Modulation de la redevance sur le navire en fonction de l'importance de l'escale	4
Article 3 - Modulation de la redevance sur le navire en fonction de la fréquence des escales	5
Article 4 - Modulations supplémentaires de la redevance sur le navire	6
Article 5 - Conditions d'application	7
Article 6 - Conditions de liquidation	7
REDEVANCE SUR LES PASSAGERS	12
Article 7 - Conditions d'application	12
REDEVANCE DE SERVICE APPLICABLE AUX BATEAUX DE PLAISANCE (bassins de Saint-Nazaire)	12
Article 8 - Conditions d'application	12
REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES, BATEAUX, PONTONS, BARGES OU ENGINS FLOTTANTS ASSIMILES	13
Article 9 - Conditions d'application	13
REDEVANCE SUR LES DECHETS DES NAVIRES	15
Article 10 - Conditions d'application	15
APPLICATION	17

L'ensemble du tarif et des taux ci-après mentionnés s'entendent hors taxes. Un taux de TVA leur est applicable (art. 278 du CGI), assorti d'une possible exonération, selon les dispositions du Bulletin Officiel des Impôts référencé BOI-TVA-CHAMP-30-30-30-10-20150512 publié le 12/05/2015

REDEVANCE SUR LE NAVIRE

Article 1 - Conditions d'application

- 1.1** Il est perçu sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des passagers ou des marchandises dans la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, une redevance sur le navire, déterminée en fonction du volume géométrique V du navire calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des transports, par application des taux indiqués ci-après en euros par mètre cube.

Le Volume Taxable (VT) est calculé comme suit :

$$VT = L * b * Te$$

L = Longueur hors tout, b = largeur maximale (le certificat international de jauge fait foi), Te = Tirant d'eau maximum d'été

*La valeur du tirant d'eau maximum d'été, prise en compte pour la formule ci-dessus, ne peut, en aucun cas, être inférieure à la valeur théorique $0,14 * \sqrt{L * b}$.*

Les dimensions L, b et Te sont exprimées en mètres et décimètres.

Pour les convois poussés ou tirés (pousseur + unité flottante ou remorqueur + unité flottante), le volume taxable correspond à l'emprise maximale de l'ensemble. Le volume est calculé en prenant en compte la longueur hors tout L de l'ensemble, la largeur maximale b et le tirant d'eau maximal d'été Te du convoi.

1.2 Taux

1.2.1 Grille de taux

TYPE	CATEGORIE DE NAVIRES	ENTREE	SORTIE
1	Paquebots et vedettes à passagers		
	a) Paquebots	0,2024	0
	b) Vedettes à passagers	0,4027	0,2852
2	Navires transbordeurs		
	a) Navires escalant à St-Nazaire	0,1061	0,1061
	b) Navires escalant à Nantes	0,1159	0,1159
	c) Navires escalant sur un autre secteur	0,0963	0,0963
3	Navires transportant des hydrocarbures liquides		
	a) Navires transportant des hydrocarbures raffinés (hors NST 2.2) $\leq 35\ 000\text{m}^3$	0,6997	0,2844
	b) Navires transportant des hydrocarbures raffinés (hors NST 2.2) $> 35\ 000\text{m}^3$	0,6431	0,3421
	c) Navires transportant du pétrole brut $< 400\ 000\ \text{m}^3$	0,6148	0,3421
	d) Navires transportant du pétrole brut $\geq 400\ 000\ \text{m}^3$	0,4611	0,2556
4	Navires transportant des gaz liquéfiés		
	a) Navires $\leq 30\ 000\ \text{m}^3$ transportant du GNL	0,3681	0,3681
	b) Navires $> 30\ 000\ \text{m}^3$ et $< 250\ 000\ \text{m}^3$ transportant du GNL	0,4091	0,4091
	c) Navires $\geq 250\ 000\ \text{m}^3$ transportant du GNL	0,3785	0,3785
	d) Navires transportant des gaz liquéfiés autres que GNL	0,4592	0,2863
5	Navires transportant des marchandises liquides en vrac		
	a) Navires $\geq 60\ 000\ \text{m}^3$ au poste à liquides de Montoir	0,5940	0,5940
	b) Navires $> 40\ 000\ \text{m}^3$ autres que a)	0,5547	0,5547
	c) Navires $\leq 40\ 000\ \text{m}^3$	0,4055	0,4055
6	Navires transportant des marchandises solides en vrac		
	a) Navires sabliers	0,0880	0,088
	b) Navires transportant des aliments pour le bétail escalant à Montoir et St-Nazaire	0,6087	0,5088
	c) Navires transportant des aliments pour le bétail escalant sur un autre secteur	0,5744	0,4743
	d) Navires céréaliers $\geq 60\ 000\ \text{m}^3$ à Roche Maurice	0,5469	0,5469

TYPE	CATEGORIE DE NAVIRES	ENTREE	SORTIE
6	e) Navires céréaliers escalant à Montoir et St-Nazaire	0,6155	0,5142
	f) Navires céréaliers escalant sur un autre secteur	0,581	0,4796
	g) Navires de charbon	0,6229	0,6500
	h) Autres navires escalant à Montoir et St-Nazaire	0,6217	0,5193
	i) Autres navires escalant sur un autre secteur	0,5868	0,4845
7	Navires réfrigérés ou polythermes	0,2441	0,2441
8	Navires de charge à manutention horizontale		
	a) Navires $\leq 50\ 000\ m^3$	0,1019	0,1019
	b) Navires $> 50\ 000m^3$	0,0866	0,0866
9	Navires porte-conteneurs		
	a) Navires $\leq 120\ 000\ m^3$ escalant à Montoir	0,1125	0,1125
	b) Navires $> 120\ 000\ m^3$ et $\leq 170\ 000\ m^3$ escalant à Montoir	0,1563	0,1563
	c) Navires $> 170\ 000\ m^3$ escalant à Montoir	0,1923	0,1923
	d) Navires escalant sur un autre secteur	0,1352	0,1352
10	Navires porte-barges	0,3480	0,3480
11&12	Aéroglosses et hydroglosses	0,3504	0,3504
13	Navires autres que ceux désignés ci-dessus		
	a) Navires escalant à Montoir et St-Nazaire et autre que c)	0,4027	0,2852
	b) Navires escalant sur un autre secteur et autre que c)	0,3679	0,2502
	c) Navires Jack Up	0	0,2994
	d) Navires support Off Shore	0,4027	0,2852

- 1.2.2** Un navire est classé en fonction de son utilisation dominante, lorsqu'en raison de son chargement il relève de plusieurs types à la fois. Un navire réfrigéré ou polytherme à manutention horizontale appartient à la classe 7. La catégorie 13 comprend tous les autres types navires non classés par ailleurs (types de 1 à 12).
- 1.2.3** Lorsqu'un même navire est amené à débarquer, embarquer ou transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port, il est soumis une seule fois à la redevance navire, avec le taux de la zone correspondant à la majeure partie de son opération commerciale.
- 1.3** La redevance est due pour les navires qui effectuent exclusivement des opérations d'embarquement ou de débarquement de conteneurs vides.
- 1.4** Lorsqu'un navire n'effectue que des opérations de soutage (navires soutés et navires souteurs) ou d'avitaillement ou de relève d'équipage de bord ou de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison ou n'effectue aucune opération commerciale, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie.
- 1.5** En application des dispositions de l'article R5321-22 du Code des transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :
- Navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
 - Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
 - Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
 - Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
 - Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port.

- 1.6** Les navires suivants sont exonérés de la redevance sur le navire :
- Navires en construction, en essais ou en livraison
 - Navires en réparation
 - Navires militaires
- 1.7** Trafic vers les îles (Belle-Île, Ile d'Yeu, Houat, Hoëdic)
- A l'entrée : exonération
 - A la sortie : abattement de 50% sur la redevance navire brute, cumulable avec les modulations de l'article II.
- 1.8** Trafic fluvial
- Exonération des opérations de trafic fluvial pour le transport de marchandises à l'intérieur de la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire
- 1.9** Redevance ISPS
- Navires éventuellement soumis à une redevance liée aux mesures de sûreté mises en œuvre par le GPM : cette mesure figure au tarif des prestations portuaires.
- 1.10** Le seuil de déclaration est fixé à 55 € par navire.
Le minimum de perception est fixé à 111 € par navire.

Article 2 - Modulation de la redevance sur le navire en fonction de l'importance de l'escale

(cf. article R5321-24 du Code des transports)

L'importance de l'escale est définie par le rapport entre le tonnage brut T (tares comprises) des marchandises embarquées, débarquées ou transbordées et le volume V, calculé comme indiqué à l'Art. 1-1 (T/V).

Les taux d'entrée et les taux de sortie fixés à l'Art.1 sont modulés dans les proportions suivantes :

- 2.1** Navires autres que de type 2, 5, 8, 9 et 13, transportant des marchandises du type figurant dans la première colonne du tableau suivant :

Si T/V est inférieur ou égal à :	0,050	0,100	0,133	0,200	0,500
Type 3 navire transportant du pétrole brut $\geq 400\,000\text{m}^3$	15%				
Type 4 navire transportant du GNL	50%				
Tous types de navires (6, 7, 10, 11 et 12) sauf ceux indiqués ci-après	50%	30%	15%		
Type 6 ($V \geq 80\,000\text{ m}^3$) aux postes 2 et 3 du TAA/TMV	50%		20%		

- 2.2** Navires de type 2 transportant des marchandises :

Si T/V est inférieur ou égal à :	0,010	0,020	0,050
	30%	15%	10%

- 2.3** Navires de type 8 transportant des marchandises :

Si T/V est inférieur ou égal à :	0,005	0,010	0,020	0,050
Import	30%	15%	10%	
Export	70%	30%	15%	10%

- 2.4** Navires de type 9 (hors ligne régulière) transportant des marchandises :

Si T/V est inférieur ou égal à :	0,010	0,020	0,050
	50%	25%	15%

2.5 Navires de type 13 transportant des marchandises :

Si T/V est inférieur ou égal à :	0,005	0,010	0,020	0,050	0,100	0,133
Import				50%	30%	15%
Export	85%	70%	60%	50%	30%	15%

Article 3 - Modulation de la redevance sur le navire en fonction de la fréquence des escales

(cf. article R5321-24 du Code des transports)

Les taux d'entrée et de sortie fixés à l'Art. 1 sont modulés dans les proportions suivantes :

3.1 Navires de lignes régulières ouvertes au public

Selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance, largement diffusés, en considérant que :

- chaque ligne régulière est liée à une seule zone géographique
- une ligne régulière feeder est différente de la ligne régulière mère
- les navires de bois en grumes ne sont pas sous le statut de lignes régulières
- le statut de ligne régulière est accordé par le port, sur demande préalable

Une demande de statut de ligne maritime régulière (LMR) doit être effectuée exclusivement par l'armateur. La demande officielle de la part de l'armateur doit être envoyée par courrier postal à l'autorité portuaire.

a) Navires de type 2 et 8 :

En fonction du nombre d'escales annuel (année civile) :

Escales annuelles	Taux de réduction
De la 1 ^{ère} à la 6 ^{ème}	Pas de réduction
De la 7 ^{ème} à la 12 ^{ème}	10%
De la 13 ^{ème} à la 24 ^{ème}	20%
De la 25 ^{ème} à la 36 ^{ème}	30%
De la 37 ^{ème} à la 104 ^{ème}	50%
A partir de la 105 ^{ème}	70%

b) Navires de type 9 :

En fonction du nombre d'escales annuel (année civile) :

Escales annuelles	Taux de réduction
De la 1 ^{ère} à la 6 ^{ème}	Pas de réduction
De la 7 ^{ème} à la 12 ^{ème}	15 %
De la 13 ^{ème} à la 24 ^{ème}	30 %
De la 25 ^{ème} à la 36 ^{ème}	45 %
A partir de la 37 ^{ème}	65 %

3.2 Navires de lignes particulières

En considérant que le statut de ligne particulière est accordé :

- par le port, sur demande justifiée préalable,
- aux navires d'un même armement ou service commun d'armement n'assurant pas de ligne régulière,

- aux navires transportant de façon récurrente une même marchandise pour le compte d'un client identifié,

Un numéro de ligne particulière sera accordé et servira à l'établissement de la déclaration navire.

Une demande de statut de ligne maritime particulière (LMP) doit être effectuée exclusivement par l'armateur. La demande officielle de la part de l'armateur doit être envoyée par courrier postal à l'autorité portuaire.

Pour les navires de type 6 et 13 transportant les marchandises NST indiquées dans le tableau ci-dessous, en fonction du nombre d'escales annuel (année civile) :

Nombre de touchées	Taux de réduction
De la 1 ^{ère} à la 6 ^{ème}	Pas de réduction
De la 7 ^{ème} à la 12 ^{ème}	15 %
A partir de la 13 ^{ème}	30 %

Division	Groupe	Catégorie	Sous-catégorie	Libellé NST2007
06	06.1	16.10.1		Bois, sciés ou dédossés, traverses de chemins de fer en bois
06	06.1	16.21.1	16.21.13	Panneaux de particules et panneaux avec placage
09	09.2	23.51.1	23.51.11	Clinkers de ciment et ciments non pulvérisés
10	10.1	24.10.3	24.10.31	Ebauches en rouleaux pour tôles - coïls

- 3.3** Les modulations de la redevance sur le navire en fonction de la fréquence des escales (Article III), ne sont pas cumulables avec la modulation sur l'importance de l'escale (Article II), seule est appliquée la plus avantageuse pour le navire (cf. article R5321-26 du Code des transports).

Article 4 - Modulations supplémentaires de la redevance sur le navire

4.1 Nouvelles lignes régulières

(cf. article R5321-25 du Code des transports)

Un abattement supplémentaire, applicable sur la redevance navire, dans la limite de 50% (non systématique), pourra être accordé pendant une durée maximum de 2 ans (1 an reconductible), aux navires de lignes maritimes régulières, nouvellement créées sur une zone non desservie depuis ou vers le Grand Port Maritime de Nantes St-Nazaire.

Cette modulation ne pourra être accordée qu'après la présentation à l'administration des Douanes d'une attestation délivrée par le Grand Port Maritime de Nantes Saint -Nazaire qui fixera le taux en fonction des analyses issues de l'instruction de la demande.

Elle est applicable sur la redevance navire brute et est cumuleable avec la plus avantageuse des modulations des articles II et III.

REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

Article 5 - Conditions d'application

(cf. articles R5321-30 à R5321-33 du Code des transports)

5.1 Il est perçu sur les marchandises embarquées, débarquées ou transbordées dans la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, une redevance à la tonne ou à l'unité déterminée par application des taux indiqués dans le tableau des droits de port marchandise, en euros par tonne, ou par unité.

5.2 Marchandises transportées dans le cadre d'un trafic fluvial à l'intérieur de la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire.
(cf. article R5321-32 du Code des transports)

A l'embarquement : exonération de la redevance sur la marchandise

Au débarquement : exonération de la redevance sur la marchandise, sauf :

- Sable extrait du gisement des Charpentiers : 0,2612 €/tonne
- Charbon du terminal charbonnier à Cordemais : 0,2521 €/tonne

5.3 Une opération de transbordement est considérée comme une opération de déchargement suivie d'une opération de chargement de la même marchandise (cargaison).

- Sans passage à terre de la marchandise (navires à couple) : exonération.
- Via la terre (terre-pleins, bandes transporteuses, conduites) : exonération au déchargement, application de la redevance marchandise au chargement. Exonération de la redevance marchandise pour le gaz naturel (Division 2 – Groupe 02.3 de la NST 2007).

5.4 Autres exonérations : cf. article R5321-33 du Code des transports.

Article 6 - Conditions de liquidation

6.1 Pour chaque déclaration, les taux prévus dans la partie I du tableau figurant à la page 9 du présent tarif s'appliquent sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie :

- a) La redevance est liquidée à la tonne, toute fraction de tonne étant comptée pour une unité, avec un minimum d'une tonne.
- b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs et caisses palettes, les emballages sont en principe soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominante en poids.

6.2 Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre des animaux, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

A l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

6.3 Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux le plus élevé. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé ; la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

6.4 Le seuil de déclaration et le minimum de perception sont fixés respectivement à 0 € par déclaration

NST 2007				DEBAR- QUEMENT	EMBAR- QUEMENT
Division	Groupe	Cat. / Sous cat.	I – TARIFICATION AU POIDS BRUT (en euros par tonne) :		
1	-	-	Produits de l'agriculture, de la chasse et de la forêt et de la pêche (dont céréales, oléagineux, fruits, légumes, produits sylvicoles...)	0,6880	0
	01.A	-	Autres matières premières d'origine animale	0	0
	01.B	-	Produits de la pêche et de l'aquaculture	0	0
	01.1	-	Céréales	0	0
	01.2	-	Pommes de terre	0	0
	01.3	-	Betteraves à sucre	0	0
	01.4	-	Autres légumes et fruits frais	0	0
	01.5	-	Produits sylvicoles et de l'exploitation forestière	0	0
	01.6	-	Plantes et fleurs vivantes	0	0
	01.7	-	Autres matières d'origine végétale	0	0
	01.8	-	Animaux vivants	0	0
	01.9	-	Lait brut de vache, brebis et chèvre	0	0
2	-	-	Houille et lignite ; pétrole brut et gaz naturel	0,8829	0,4183
	02.1	-	Houille et lignite	0	0
	02.2	-	Pétrole brut	0,34	0,211
	02.3	-	Gaz naturel	0,4380	0,4380
3	-	-	Minerais métalliques et autres produits d'extraction ; tourbe ; minerais d'uranium et thorium	0,5211	0,3798
	03.1	-	Minerais de fer	0	0
	03.2	-	Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium)	0	0
	03.3	-	Minéraux (bruts) pour l'industrie chimique et engrais naturels	0	0
	03.4	-	Sel	0	0
	03.5	-	Pierre, sables, graviers, argiles, tourbe et autres produits d'extraction n. c. a.	0,2612	0,3088
		8.11.1	Pierres ornementales ou de construction	0	0
		8.11.2	Calcaire industriel et gypse	0	0
		8.11.3	Craie et dolomie crue	0	0
		8.11.4	Ardoise	0	0
		8.12.1	Sables et granulats	0,2612	0,3088
		8.12.2	Argiles et kaolin	0	0
		8.92.1	Tourbe	0	0
		8.99.1	Bitumes et asphaltes naturels ; asphaltites et roche asphaltique	0	0
		8.99.2	Pierres précieuses et semi-précieuses ; diamants industriels, bruts ou dégrossis ; pierre ponce ; émeri ; corindon et grenat naturels et autres abrasifs naturels ; autres minéraux	0	0
	03.6	-	Minerais d'uranium et thorium	0	0
4	-	-	Produits alimentaires, boissons et tabac	1,5282	0,5919
	04.1	-	Viandes, peaux et produits à base de viandes	0	0
	04.2	-	Poissons et produits de la pêche, préparés	0	0
	04.3	-	Produits à base de fruits et de légumes	0	0
	04.4	-	Huiles, tourteaux et corps gras	0,816	0,5919
		10.41.3	Linters de coton	0	0
		10.41.4	Tourteaux et autres résidus solides de graisses et d'huiles végétales ; farines et poudres de graines ou de fruits oléagineux	0	0
		10.42.1	Margarines et graisses comestibles similaires	0	0
	04.5	-	Produits laitiers et glaces	0	0
	04.6	-	Farines, céréales transformées, produits amylacés et aliments pour animaux	0	0
	04.7	-	Boissons	1,5282	0,5919
	04.8	-	Autres produits alimentaires n. c. a. et tabac manufacturé (hors messagerie ou groupage alimentaire)	0	0
		10.81.14	Mélasse	0	0

NST 2007				DEBAR- QUEMENT	EMBAR- QUEMENT
Division	Groupe	Cat. / Sous cat.	I – TARIFICATION AU POIDS BRUT (en euros par tonne) :		
5	-	-	Textiles et produits textiles ; cuir et articles en cuir	3,9331	2,7446
	05.1	-	Produits de l'industrie textile	0	0
	05.2	-	Articles d'habillement et fourrures	0	0
	05.3	-	Cuir, articles de voyages, chaussures	0	0
6	-	-	Bois et produits du bois et du liège (hormis les meubles) ; vannerie et sparterie, pâte à papier, papier et articles en papier, produits imprimés ou supports enregistrés	3,9331	2,7446
	06.1	-	Produits du travail du bois et du liège (sauf meubles)	0	0
	06.2	-	Pâte à papier, papiers et cartons	0	0
	06.3	-	Produits de l'édition, produits imprimés ou reproduits	0	0
7	-	-	Coke et produits pétroliers raffinés*	1,7151	0,4346
	07.1	-	Coke et goudrons	0	0
	07.2	-	Produits pétroliers raffinés liquides *	0,8818	0,211
	07.3	-	Produits pétroliers raffinés gazeux, liquéfiés ou comprimés*	1,4773	0,2052
	07.4	-	Produits pétroliers raffinés solides ou pâteux	0,2052	0,2052
		19.20.42.b	Coke de pétrole	0	0
8	-	-	Produits chimiques et fibres synthétiques, produits en caoutchouc ou en plastique*	0,7651	0,5583
	08.1	-	Produits chimiques minéraux de base	0,7651	0,5583
		20.11.12	Dioxyde de carbone et autres composés oxygénés inorganiques des éléments non métalliques. Cette sous-catégorie comprend aussi : - trioxyde de soufre, trioxyde de diarsenic, oxydes d'azote	0,5353	0,4088
		20.12.1	Oxydes, peroxydes et hydroxydes	0	0
		20.12.2	Extraits tannants; tanins naturels et dérivés; matières colorantes n.c.a.	0	0
		20.13.2	Éléments chimiques n. c. a. ; acides et composés inorganiques	0,7651	0,5583
		20.13.3	Halogénures métalliques, hypochlorites, chlorates, perchlorates	0	0
		20.13.4	Sulfures et sulfates ; nitrates, phosphates et carbonates	0	0
		20.13.5	Autres sels métalliques	0	0
		20.13.6	Autres produits chimiques inorganiques de base	0	0
		35.21.1	Gaz de houille, gaz à l'eau, gaz de gazogène et gaz similaires, autres que gaz de pétrole	0,7651	0,5583
	08.2	-	Produits chimiques organiques de base	0,7651	0,5583
		20.14.11	Propène [propylène]*	0,9905	0,2049
		20.14.12	Hydrocarbures cycliques*	1,7117	0,2049
		20.14.6	Éthers, peroxydes organiques, époxydes, acétals, hémicétals ; autres composés organiques	0,9699	0,7631
	08.3	-	Produits azotés et engrais (hors engrais naturels)	0,9239	0
		20.15.1	Acide nitrique ; acides sulfonitriques ; ammoniac	0,7651	0,4088
		20.15.2	Chlorure d'ammonium ; nitrites	0	0
		20.15.3	Engrais azotés, minéraux ou chimiques	0	0
		20.15.4	Engrais phosphatés, minéraux ou chimiques	0	0
		20.15.5	Engrais potassiques, minéraux ou chimiques	0	0
		20.15.6	Nitrate de sodium	0	0
		20.15.7	Engrais n. c. a	0	0
		20.15.8	Engrais d'origine animale ou végétale n. c. a.	0	0
	08.4	-	Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique primaire	0,7651	0,5583
	08.5	-	Produits pharmaceutiques et parachimiques, y inclus les pesticides et autres produits agrochimiques	0	0
		20.41.1	Glycérine	0,7651	0,5583
		20.59.2	Graisses et huiles animales ou végétales modifiées chimiquement ; mélanges non comestibles de graisses et d'huiles animales ou végétales (y compris les bio-carburants)	0,7651	0,5583
	08.6	-	Produits en caoutchouc ou en plastique	0	0
	08.7	-	Produits des industries nucléaires	0	0

NST 2007				DEBAR- QUEMENT	EMBAR- QUEMENT
Division	Groupe	Cat. / Sous cat.	I – TARIFICATION AU POIDS BRUT (en euros par tonne) :		
9	-	-	Autres produits minéraux non métalliques (dont verre, ciment, clinker, matériaux de construction...)	0,6086	0,5018
	09.1	-	Verre, verrerie, produits céramique et porcelaine	0	0
	09.2	-	Ciment, chaux et plâtre	0	0
	09.3	-	Autres matériaux de construction, manufacturés	0	0
10	-	-	Métaux de base, produits du travail des métaux, sauf machines et matériels	0,8181	0,3066
	10.1	-	Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (hors tubes et tuyaux)	0	0
	10.2	-	Métaux non ferreux et produits dérivés	0	0
	10.3	-	Tubes et tuyaux	0	0
	10.4	-	Éléments en métal pour la construction	0	0
	10.5	-	Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal	0	0
11	-	-	Machines et matériel n. c. a., machines de bureau et matériel informatique ; machines et appareils électriques, n. c. a. ; équipements de radio, de télévision et de communication ; instruments médicaux, de précision et d'optique ; montres, pendules et horloges	3,9331	2,7446
	11.1	-	Machines agricoles	0	0
	11.2	-	Appareils domestiques (électro-ménager blanc)	0	0
	11.3	-	Tubes et tuyaux	0	0
	11.4	-	Machines et appareils électriques n. c. a.	0	0
	11.5	-	Composants électroniques et appareils d'émission et de transmission	0	0
	11.6	-	Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son ou de l'image (électroménager brun)	0	0
	11.7	-	Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0	0
	11.8	-	Autres machines, machines-outils, armes et munitions et pièces	0	0
12	-	-	Matériel de transport	3,9331	2,7446
	12.1	-	Produits de l'industrie automobile	0	0
	12.2	-	Autres matériels de transport	0	0
13	-	-	Meubles et autres articles manufacturés n. c. a.	3,9331	2,7446
	13.1	-	Meubles	0	0
	13.2	-	Autres articles manufacturés	0	0
14	-	-	Matières premières secondaires ; déchets de voirie et autres déchets	0,7876	0,3798
	14.1	-	Ordures ménagères et déchets de voirie	0	0
	14.2	-	Autres déchets et matières premières secondaires	0	0
15	-	-	Courrier, colis	3,9331	2,7446
	15.1	-	Courrier	0	0
	15.2	-	Messagerie, petits colis	0	0
16	-	-	Équipements et matériels utilisés dans le transport de marchandises	3,9331	2,7446
	16.1	-	Containers et caisses mobiles en service, vides	0	0
	16.2	-	Palettes et autres emballages en service, vides	0	0
17	-	-	Marchandises transportées dans le cadre de déménagements (biens d'équipement ménager et mobilier de bureau), bagages transportés séparément des passagers ; véhicules automobiles transportés pour réparation ; autres biens non marchands n. c. a.	3,9331	2,7446
	17.1	-	Mobilier de déménagement	0	0
	17.2	-	Bagages et biens d'accompagnement des voyageurs	0	0
	17.3	-	Véhicules en réparation	0	0
	17.4	-	Échafaudages	0	0
	17.5	-	Autres biens autres que des marchandises, n. c. a.	0	0
18	-	-	Marchandises groupées : mélange de types de marchandises qui sont transportées ensemble	3,9331	2,7446
	18.0	-	Groupage de marchandises diverses	0	0

NST 2007				DEBAR- QUEMENT	EMBAR- QUEMENT
Division	Groupe	Cat. / Sous cat.	I – TARIFICATION AU POIDS BRUT (en euros par tonne) :		
19	-	-	Marchandises non identifiables ; marchandises qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas être identifiées et ne peuvent donc pas être classées dans l'un des groupes 1 à 16.	3,9331	2,7446
	19.1	-	Marchandises de nature indéterminée en conteneurs et caisses mobiles	0	0
	19.2	-	Autres marchandises de nature indéterminée	0	0
20	-	-	Autres marchandises, n. c. a.	3,9331	2,7446
	20.0	-	Autres biens non classés ailleurs	0	0
	II - TARIFICATION A L'UNITE (en euros par unité) :				
	CONTENEURS VIDES OU PLEINS Conteneurs vides ou pleins			0	0
	VEHICULES FAISANT L'OBJET DE TRANSACTIONS COMMERCIALES (hors terminal roulier à Montoir) :				
	Voitures neuves			0,00	0,00
	Remorques			0,00	0,00
	Rolls et autres véhicules			0,00	0,00
	Colis manutentionné en mode Roro ≤ 100 T			0,00	0,00
	101 T < Colis manutentionné en mode Roro ≤ 250 T			0,00	0,00
	Colis manutentionné en mode Roro > 251 T			0,00	0,00
	Véhicules ne faisant pas l'objet de transactions commerciales (hors terminal roulier à Montoir) :				
	Véhicules à deux roues			0,00	0,00
	Voitures de tourisme			0,00	0,00
	Autres véhicules			0,00	0,00

REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

(cf. articles R5321-34 à R5321-36 du Code des transports)

Article 7 - Conditions d'application

7.1 Il est perçu pour chaque passager embarqué, débarqué ou transbordé dans la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, une redevance de 2,95 € par passager.

7.2 Exonérations : cf. article R5321-35 du Code des transports :

La redevance sur les passagers n'est pas applicable :

- Aux enfants âgés de moins de quatre ans
- Aux militaires voyageant en formation constituée
- Au personnel de bord
- Aux agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit

7.3 Modulations de la redevance sur les passagers :

- Passagers sur bacs départementaux : exonération
- Pour les passagers de paquebots en escale débarquant temporairement au cours de celle-ci : réduction de 50% au débarquement, réduction de 50% à l'embarquement

7.4 Le seuil de déclaration est fixé à 2,95 € par déclaration.
Le minimum de perception est fixé à 5,90 € par déclaration.

REDEVANCE DE SERVICE APPLICABLE AUX BATEAUX DE PLAISANCE (bassins de Saint-Nazaire)

(cf. article R5321-45 du Code des transports)

Article 8 - Conditions d'application

8.1 A l'occasion de leur séjour dans un port maritime, les navires de plaisance sont soumis à une redevance de service, perçue en fonction de la durée de stationnement et la longueur du navire :

Longueur des bateaux	6 m	6 à 8 m	8 à 10 m	10 à 12 m	>12 m
Jour	6,24 €	12,54 €	27,43 €	39,15 €	50,92 €
Semaine	18,80 €	37,61 €	82,29 €	117,48 €	152,75 €
Mois	56,41 €	117,48 €	235,04 €	352,48 €	470,03 €

8.2 Le GPM ne pourra être tenu pour responsable des nuisances et avaries qui pourraient être occasionnées par l'activité commerciale dans les bassins de Saint-Nazaire et de Penhoët.

8.3 Le tarif à la semaine s'applique pour un stationnement d'une durée consécutive de 1 à 7 jours maximum, sur une même année civile.

Le tarif au mois s'applique pour un stationnement d'une durée consécutive maximum de 31 jours, sur une même année civile.

8.4 Minimum de perception : tarif à la journée

REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES, BATEAUX, PONTONS, BARGES OU ENGINs FLOTTANTS ASSIMILES

Article 9 - Conditions d'application

(cf. article R5321-29 du Code des transports)

- 9.1** Tous les navires, bateaux, pontons ou engins flottants assimilés, autres que les navires de pêche et bateaux de plaisance, séjournant dans la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, sont soumis dès le 1^{er} jour de stationnement à une redevance de stationnement déterminée en fonction du volume géométrique V du navire, calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des transports, par application des taux indiqués ci-dessous, en euros par mètre cube et par jour :

Bassins de Saint-Nazaire

Inférieur à 5000 m³ = 0,128 €/m³/jour

À partir de 5000 m³ = 0,053 €/m³/jour

Autres secteurs

Inférieur à 5000 m³ = 0,064 €/m³/jour

À partir de 5000 m³ = 0,027 €/m³/jour

Les navires qui s'acquittent d'une redevance de droits de port sur le navire (article 1.2.1) sont exonérés de cette redevance pendant qu'ils effectuent leurs opérations commerciales le cas échéant, et bénéficient dans tous les cas d'une franchise de 24h avant ou après ces opérations pour leur permettre de faire leurs préparations et leurs avitaillements.

Les montées anticipées et les stationnements pour contraintes météorologiques et/ou de sécurité seront autorisées mais les exonérations seront accordées au cas par cas par le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire.

Pour les navires ayant le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire comme port d'attache (hors navires sabliers), les taux de la redevance de stationnement sont réduits de 50% et la période de franchise est de 8 jours/escale.

Pour les navires sabliers ayant le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire comme port d'attache, les taux de la redevance de stationnement sont réduits de 50% et la période de franchise est de 8 jours/mois.

- 9.2** Au-delà d'une certaine durée de stationnement au cours d'une année civile (en nombre de jours), un forfait supplémentaire "Stationnement longue durée" sera appliqué :

	Navire dont le volume taxable est inférieur à 5000 m ³	Navire dont le volume taxable est supérieur ou égal à 5000 m ³
Durée de stationnement ≤ 30 jours	0 €	0 €
30 jours < Durée de stationnement ≤ 90 jours	714 €	1 020 €
90 jours < Durée de stationnement ≤ 180 jours	1 571 €	2 244 €
180 jours < Durée de stationnement ≤ 270 jours	2 499 €	3 570 €
270 jours < Durée de stationnement ≤ 365 jours	3 570 €	5 100 €

Ce forfait ne s'applique pas aux navires sabliers ayant le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire comme port d'attache.

9.3 La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur :

- Pas de seuil de perception
- Minimum de perception : 64 € par jour

9.4 Exonérations : cf. article R5321-22 du Code des transports, et :

- Les navires militaires
- Les bâtiments de service des administrations de l'Etat et du Port
- Les bâtiments destinés à la navigation côtière
- Les bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou de travaux, lorsqu'ils exercent leur activité au bénéfice du port.
- Navires en construction ou en réparation

9.5 La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires. Toute fraction de jour est comptée pour un jour. Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et avant le départ du navire.

REDEVANCE SUR LES DECHETS DES NAVIRES

Article 10 - Conditions d'application

(cf. articles R5321-37 à R5321-39 et R5321-50 du Code des transports)

10.1 Les navires de commerce et les bateaux de plaisance ayant un agrément délivré par l'autorité maritime compétente pour le transport de plus de 12 passagers, faisant escale dans la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, sont soumis à une redevance sur les déchets des navires conformément aux articles R5321-37 à R5321-39 et R5321-50 du Code des transports, que le navire ait déposé ou non ses déchets dans les installations de réception portuaires prévues à cet effet, conformément à la directive (UE) 2019/883 du 17 avril 2019.

Cette redevance, dont les montants sont indiqués ci-dessous, est liquidée à la sortie.

- Navires de lignes régulières de type 2, 8 et 9 : 110 €
- Autres navires :

Navire en cabotage < à 30 000 m³ : 104 €

Navire en cabotage ≥ à 30 000 m³ : 270 €

Navire au long cours : 300 €

Le mode de navigation considéré (cabotage ou long cours) pour le calcul de la redevance est celui de l'entrée.

Les paquebots devront débarquer leurs déchets dans des contenants mis à leur disposition par un prestataire agréé via une commande de leur agent maritime qui facturera directement l'armateur. Dans ce cas, ils seront exonérés de la redevance sur les déchets. Les capitaines de paquebots doivent néanmoins déclarer leurs déchets dans S-WING et recevront à leur demande une attestation de dépôt de déchets.

10.2 Modulations

Conformément à l'article 8 de l'arrêté du 11 août 2022 modifiant l'arrêté du 15 octobre 2001 portant approbation des cadres types des droits de port et des redevances d'équipement, ainsi qu'à l'article R.5321-39 du code des transports, la redevance sur les déchets est modulée lorsque la conception, l'équipement et l'exploitation du navire démontrent que le navire génère une quantité réduite de déchets gérés de manière durable et respectueuse de l'environnement. Cette modulation prend la forme d'un abattement de 10% et est accordée aux navires pouvant fournir à la capitainerie l'un des certificats suivant :

- Un certificat de la société de classification qui a approuvé le plan de gestion des déchets du navire (avec la copie du certificat de conformité à la norme ISO 14001)
- Le certificat de l'organisme Blue Angel validant l'appartenance à cette démarche

Une modulation pour le transport de courte distance est intégrée directement au tarif "Navire en cabotage".

10.3 Exemptions prévues aux articles R5321-38 et R5321-39 du Code des transports et article 11 de l'annexe I de l'arrêté du 15 octobre 2001 :

- Navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;

- Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- Navires militaires et navires exploités par l'état à des fins non commerciales ;
- Navires de lignes régulières et à escales fréquentes, justifiant d'un contrat de dépôt avec un port de l'Union Européenne.

APPLICATION

Le présent tarif **N° 51** s'applique depuis le 1^{er} janvier 2025 dans les conditions fixées par l'article R5321-9 du Code des transports.

Il restera valable jusqu'à publication d'un nouveau tarif.

Précisions :

En lien avec l'article 1.1, Les dimensions des navires références applicables sont celles renseignées au SeaWeb. En cas de contestation par l'agent consignataire du navire, celui-ci devra fournir à la capitainerie une Ship's Particular dûment certifiée et signée par le capitaine du navire. Les valeurs de la Ship's Particular seront alors celles enregistrées dans SWING comme références applicables aux calculs de l'assiette de la redevance sur le navire.



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET

Bureau du cabinet et
de la représentation de l'État

**Arrêté préfectoral n°2024-BCRE-48
portant
attribution de la médaille de Bronze
pour acte de courage et de dévouement**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié portant création de la médaille pour acte de courage et de dévouement ;

VU le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la circulaire du ministre de l'intérieur n° 70-208 du 14 avril 1970 relative à la déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement ;

VU le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Fabrice RIGOULET-ROZE préfet de la région des Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;

VU la demande d'attribution de la médaille de Bronze pour acte de courage et de dévouement sollicitée par M. Philippe JOS, directeur interdépartemental de la police nationale de la Loire-Atlantique, en date du 25 octobre 2024, relative à l'intervention de M. HEBERT, M. FLEURY, M. LAKRECHE, Mme LE TOULLEC, M. MELLERIN, M. LAILLE, Mme CROST, M. LO PICCOLO et de M. MUJA pour avoir sauvé une personne qui menaçait de se suicider le 2 avril 2024 sur la commune de Saint-Nazaire.

SUR proposition de la sous-préfète, directrice du cabinet du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Une médaille de Bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Christophe HEBERT
Né le 19/02/1981 à Rouen (76)

Fonctionnaire de police – Brigadier-Chef
CN

Mme Sarah-Elisabeth CROST
Née le 10/12/1971 à Moulins (03)

Fonctionnaire de police – Gardien de la
paix

M. Xavier FLEURY
Né le 28/07/1969 à Nantes (44)

Fonctionnaire de police – Gardien de la
paix

M. Ange LAILLE
Né le 20/01/1984 à Cavaillon (84)

Fonctionnaire de police – Gardien de la
paix

M. Nordine LAKRECHE
Né le 26/07/1976 à Lyon (69)

Fonctionnaire de police – Gardien de la
paix

Mme Stéphanie LE TOULLEC
Née le 24/06/1984 à Guérande (44)

Fonctionnaire de police – Gardien de la
paix

M. Ghislain MELLERIN
Né le 27/04/1991 à Saint-Nazaire (44)

Fonctionnaire de police – Gardien de la
paix

M. Jérémy LO PICCOLO
Né le 21/09/1992 à Issoudun (36)

Fonctionnaire de police – Élève Gardien de
la Paix

M. Manglen MUJA
Né le 22/10/2000 (Albanie)

Chaudronnier pour la raffinerie « TOTAL »
à Donges

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète, directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nantes, le **18 DEC. 2024**

Le Préfet


Fabrice RIGOULET-ROZE



Service des polices
administratives de sécurité

**Arrêté CAB/SPAS/2024/n°1273
portant interdiction temporaire d'utilisation, du port et du transport des artifices de
divertissement et d'articles pyrotechniques**

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1 ;
- VU** le code pénal ;
- VU** le code de l'environnement, notamment l'article R. 557-6-3 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- VU** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE en qualité de préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- VU** le décret du 07 juin 2023 portant nomination de Madame Marie ARGOUARC'H, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région des Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Sophie PAUZAT, directrice adjointe de cabinet du préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 février 1994 interdisant le tir de pétards et autres artifices sur la voie publique ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des artifices de divertissement impose, en milieu densément urbanisé, des précautions particulières ;

CONSIDÉRANT que les fêtes de fin d'année sont propices à l'utilisation des articles de divertissement ;

CONSIDÉRANT qu'il existe un risque avéré d'atteintes graves aux personnes et aux biens résultant d'une utilisation anormale des articles pyrotechniques à l'occasion des prochaines fêtes de fin d'année, compte tenu des précédentes atteintes à la sécurité publique constatées au cours de cette année, et les années passées dans le département, et plus particulièrement dans les communes composant l'agglomération de Nantes Métropole, et les communes de la communauté d'agglomération de la région nazairienne de l'Estuaire ;

CONSIDÉRANT les nuisances sonores pouvant être occasionnées par l'utilisation de ces artifices ;

CONSIDÉRANT les dangers, les accidents et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée des artifices de divertissement, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

CONSIDÉRANT que cette utilisation est notamment le fait de personnes mineures ;

CONSIDÉRANT que ce rassemblement déclaré intervient dans le contexte actuel de posture VIGIPIRATE « urgence attentat » depuis le 24 mars 2024, sur l'ensemble du territoire national ; que la mobilisation des forces de sécurité ne pourra, à défaut, de l'adoption de mesures de restriction et d'encadrement particulières, assurer la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour l'autorité de police compétente d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées et proportionnées ; qu'une mesure interdisant temporairement le port, transport et utilisation des artifices de divertissement les plus dangereux par des particuliers répond à cet objectif ;

SUR la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – L'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégories de catégorie F2, F3, F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2 sont interdits sur la voie publique ou en direction de l'espace public des communes composant l'agglomération de Nantes Métropole, et les communes composant la communauté d'agglomération de la région nazairienne de l'Estuaire :

du vendredi 20 décembre 2024 – 20h00 au jeudi 02 janvier 2025 – 08h00

Article 2 – Toutefois, et par dérogation à l'article 1^{er}, les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement ou d'articles pyrotechniques à des fins professionnelles, ou pour une collectivité territoriale, titulaires du certificat de qualification prévu aux articles 5 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 susvisé, peuvent acquérir, transporter et utiliser l'ensemble des catégories des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques pendant cette période.

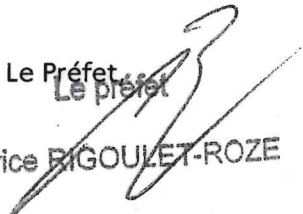
Article 3 – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Loire-Atlantique ainsi que sur le site Internet à l'adresse <http://www.loire-atlantique.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, cette décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-après ⁽¹⁾.

Article 4 – Toute infraction au présent arrêté sera passible des sanctions prévues au code pénal.

Article 5 – La sous-préfète, directrice de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, le général, commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique, le directeur interdépartemental de la police nationale, les maires des communes composant l'agglomération de Nantes Métropole, et les communes composant la communauté d'agglomération de la région nazairienne de l'Estuaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera envoyée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nantes.

Nantes, le **19 DEC. 2024**

Le Préfet

Fabrice RIGOLET-ROZE

⁽¹⁾ Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, les recours suivants peuvent être introduits dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé(e) ou de sa publication au recueil des actes administratifs de l'Etat :

- un **recours gracieux** adressé à Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique - Cabinet du préfet - Service des polices administratives de sécurité - 6 quai Ceineray - 44035 Nantes cedex 01

- un **recours hiérarchique** adressé à : M. le ministre de l'intérieur - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques - Sous-direction des libertés publiques et de la police administrative - 11, rue des Saussaies - 75 800 Paris cedex 08.

- un **recours contentieux** adressé au **tribunal administratif de Nantes** - 6 allée de l'Île-Gloriette - CS 24111 - 44041 Nantes Cedex. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique)

Tél : 02 40 41 20 20

Mél : prefecture@loire-atlantique.gouv.fr

6 quai Ceineray - BP 33515 - 44035 NANTES Cedex 1



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la citoyenneté et de la légalité**

Affaire suivie par : David Prud'homme
Bureau des élections et de la réglementation générale
Mél : pref-elections@loire-atlantique.gouv.fr

Nantes, le

19 DEC. 2024

**Arrêté préfectoral fixant l'état définitif des listes de
candidats aux élections 2025 des membres de la
chambre d'agriculture de Loire-Atlantique**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment l'article R. 511-35 ;

VU l'arrêté du 12 avril 2024 du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire pris en application de l'article R. 511-44 du code rural et de la pêche maritime et convoquant les électeurs pour l'élection des membres des chambres d'agriculture ;

VU l'enregistrement des listes de candidats reçues à la préfecture de la Loire-Atlantique avant le 16 décembre 2024 à 12h ;

VU le tirage au sort du 17 décembre 2024 à 14h fixant l'ordre de présentation des listes de candidats ;

SUR proposition du secrétaire général par intérim de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1er : L'état définitif et l'ordre des listes de candidats se présentant à l'élection des membres de la chambre d'agriculture de Loire-Atlantique est arrêté, par collège, conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2 : L'affichage des listes de candidats sur la plateforme de vote électronique est opéré conformément à l'article 1er du présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général par intérim de la préfecture de la Loire-Atlantique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

Le préfet,

Fabrice RIGOULET-ROZE

COLLEGE 1

Nombre de siège(s) à pourvoir : 18 Siège(s)

Ordre du tirage au sort	Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
1	JA 44 + FNSEA 44 : VOTONS LE BON SENS 1 – M. TRICHET Mickaël 2 – M. GLEDEL Valentin 3 – Mme SUTEAU Carmen – Chambre régionale 4 – M. CHARRIAU Paul – Chambre régionale 5 – M. SABLE Christophe – Chambre régionale 6 – Mme MICHEL Aurélie – Chambre régionale 7 – M. FRICAUD Alexandre – Chambre régionale 8 – M. BOSSARD Frédéric 9 – Mme PERRINEL Marina – Chambre régionale 10 – M. LABOUR Christophe 11 – M. BOUYER Louis 12 – Mme BARAT Isabelle – Chambre régionale 13 – M. MAILLARD Jérôme 14 – M. RETIERE Samuel 15 – Mme BRIZARD Céline 16 – M. LEBRUN Nicolas 17 – M. MICHAUD François-André 18 – Mme LE SOUDER Corinne 19 – M. HERMANN Benoît 20 – M. EMPROU Julien	Jeunes Agriculteurs 44 – FNSEA 44
2	Confédération Paysanne de Loire-Atlantique 1 – Mme SAVOY Marie – Chambre régionale 2 – M. BARON Antoine 3 – Mme VAUCOULOUX Albine 4 – M. CHEVALIER Charles 5 – Mme PEREZ Rachel – Chambre régionale 6 – M. RICHARD Jean-Christophe 7 – M. COCAUD Raphaël 8 – Mme HERITEAU Mathilde 9 – M. FIGUREAU Nicolas – Chambre régionale 10 – Mme THOMY-RABOUAN Doris 11 – M. DENIAUD Dominique 12 – M. CHENE Jean 13 – Mme LE TELLIER Annabelle 14 – M. DUPONT Jacques – Chambre régionale 15 – M. DROUET Mathieu 16 – M. BLOUIN Guénolé 17 – M. DOUET Laurent 18 – Mme PELLETIER Réjane 19 – M. GOULET Stéphane 20 – M. SUTEAU Nicolas	Confédération Paysanne FDSEA TP de Loire-Atlantique
3	« 100 % Agriculteurs, ensemble, gagnons notre liberté » 1 – M. BRETAGNE Pierre 2 – M. BELLEIL Jérôme 3 – Mme RONCIN Myriam 4 – M. GAUVIN Gilles – Chambre régionale 5 – M. PAQUEREAU Christophe 6 – Mme MOREAU Angélique 7 – M. TERTRIN Laurent – Chambre régionale 8 – M. THOMAS David 9 – Mme MORICE Samantha – Chambre régionale 10 – M. CRESPIN Loïc 11 – M. BOURDIN Gildas 12 – Mme GREGOIRE Maurène 13 – M. FABIE Anthony – Chambre régionale 14 – M. BABIN Fabien 15 – Mme LAILLE Nathalie 16 – M. MOREAU Jean-Pierre 17 – M. OHEIX Germain 18 – Mme NIEL Sophie 19 – M. GENOIST Ludovic 20 – M. MINIER Jean-Marc	Coordination Rurale de Loire-Atlantique (CR44)

COLLEGE 2		
Nombre de siège(s) à pourvoir : 1 Siège(s)		
Ordre du tirage au sort	Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
1	Confédération Paysanne de Loire-Atlantique 1 – M. PHILIPPOT Gilles 2 – M. MENUET Jean-Luc 3 – Mme DALIBERT Jocelyne	Confédération Paysanne FDSEA TP de Loire-Atlantique
2	Liste pour la Propriété Privée Rurale 1 – M. DE CAMBOURG Frédéric 2 – M. LEBRET François 3 – Mme JOUAN DE KERVENOEL Agnès	Syndicat départemental de la Propriété Privée Rurale, affilié Fédération Nationale de la Propriété Privée Rurale

COLLEGE 3A

Nombre de siège(s) à pourvoir : 3 Siège(s)

Ordre du tirage au sort	Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
1	CONFEDERATION FRANCAISE DE L'ENCADREMENT – CGC 1 – M. GAUTIER Daniel 2 – M. AUDRAIN Yoann 3 – Mme LORIN Marie Anne 4 – M. COUGNAUD Jean-Michel 5 – M. BEZIER Eric	CFE – CGC
2	CGT 1 – M. BRANGER Eric 2 – M. PICAUD Ronan 3 – Mme FOURAGE Monique 4 – M. GUIGNEUX Christophe 5 – Mme BOUHIER Kateline	CGT
3	CFTC-AGRI 1 – M. CATHELINEAU Antoine 2 – M. PICOT Thibaud 3 – Mme AUNEAU Florence 4 – M. BERTHOME Benoit 5 – M. BOUCHEREL Dominique	CFTC Fédération Agriculture
4	CFDT Agri-Agro 1 – M. ORAIN Christophe 2 – M. GLEMAREC Baptiste 3 – Mme VIAUD Céline 4 – Mme BRU Elodie 5 – M. GUILLAS Eric	CFDT Agri-Agro
5	FORCE OUVRIERE 1 – M. TROFFIGUE Fabrice 2 – Mme LEGENDRE Elisabeth 3 – M. SORIN Christophe 4 – Mme GIRAUD Mélanie 5 – M. CLEMENT Jérôme	FO
6	UNSA 1 – Mme LETOURNEAU Alexia 2 – M. DEROUET Samuel 3 – Mme PELE Blandine 4 – M. JAN Grégoire 5 – M. MAISONNEUVE Alain	UNSA

COLLEGE 3B

Nombre de siège(s) à pourvoir : 3 Siège(s)

Ordre du tirage au sort	Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
1	CONFEDERATION FRANCAISE DE L'ENCADREMENT - CGC 1 - M. DU MESNIL DU BUISSON Stéphane 2 - Mme DENIS Corinne 3 - M. PERRON Olivier 4 - Mme CHAILLANT Chrystelle 5 - M. DUBOIS Patrick	CFE - CGC
2	CFDT Agri-Agro 1 - M. VIGNERON Eric 2 - Mme WENDEL Ingrid 3 - M. BREVET Philippe 4 - Mme JOUBIER Warda 5 - M. BRANCHEREAU Luc	CFDT Agri-Agro
3	FORCE OUVRIERE 1 - M. PERENNOU Ghislain 2 - Mme VIAU Elisabeth 3 - M. JOURDON Thierry 4 - Mme CERISIER Carole 5 - M. CHALAVON Giovanni	FO

COLLEGE 4

Nombre de siège(s) à pourvoir : 1 Siège(s)

Ordre du tirage au sort	Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
1	« JA 44 + FNSEA 44 : VOTONS LE BON SENS » 1 – M. PELE Martin 2 – Mme FIGUREAU Bernadette 3 – M. ROUE Jean-Claude	Jeunes Agriculteurs 44 – FNSEA 44
2	« Avec vous, il est temps de bénéficier d'une retraite décente » 1 – Mme LAILLE Catherine 2 – M. GRONDIN Jean-Paul 3 – M. RAGUET Joël	Coordination Rurale de Loire-Atlantique (CR44)
3	Confédération Paysanne FDSEA TP 1 – M. GASNIER Jean-Pierre 2 – Mme LEROUX Danièle 3 – M. LEBRETON Didier	Confédération Paysanne FDSEA TP de Loire-Atlantique

COLLEGE 5A**Nombre de siège(s) à pourvoir : 1 Siège(s)****Liste(s) en présence****Désignation des organisations syndicales****UCPDL 44**

1 – M. BIGNON Maxime

2 – M. GILET Jean-Marc

Union des CUMA Pays de la Loire

COLLEGE 5B**Nombre de siège(s) à pourvoir : 3 Siège(s)**

Liste(s) en présence	Désignation des organisations
La Coopération agricole Ouest 1 – M. ALLAIN Fabrice 2 – Mme EVAÏN Chantal 3 – M. PINEL Bruno 4 – M. LABOUR Olivier 5 – M. BOUCARD Régis	LA COOPERATION AGRICOLE GRAND OUEST

COLLEGE 5C

Nombre de siège(s) à pourvoir : 1 Siège(s)

Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
Caisses de Crédit Agricole 1 – M. BRUNELLE Martin 2 – Mme DESMARS Nadine 3 – M. LANGOUET Samuel	Crédit Agricole Atlantique Vendée

COLLEGE 5D

Nombre de siège(s) à pourvoir : 1 Siège(s)

Liste(s) en présence	Désignation des organisations syndicales
MSA – Groupama 1 – M. CAVE Gérard 2 – Mme DAUDIN Isabelle 3 – M. OLIVON Vincent	MSA – Groupama

COLLEGE 5E

Nombre de siège(s) à pourvoir : 1 Siège(s)

Liste(s) en présence

Désignation des organisations syndicales

JA 44 + FNSEA 44 : VOTONS LE BON SENS

Jeunes Agriculteurs 44 – FNSEA 44

1 – M. MOREAU Anthony

2 – Mme LEFEUVRE Pauline

3 – M. FEVRIER Stéphane



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la citoyenneté et de la légalité**

Bureau des élections et de la réglementation générale

**Arrêté fixant la liste des supports habilités à publier des
annonces légales pour l'année 2025 dans le département
de la Loire-Atlantique**

Nantes, le **19 DEC. 2024**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

*Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales modifiée en dernier lieu par l'article 3 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ;

VU le décret n°2019-1216 du 21 novembre 2019 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales ;

VU l'arrêté du ministère de la culture et de la communication du 21 décembre 2012 modifié relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales ;

VU les lignes directrices, publiées le 5 novembre 2024 sur le site internet du ministère de la culture, relatives aux modalités d'inscription sur la liste départementale des publications de presse et services de presse en ligne susceptibles de recevoir les annonces légales ;

VU les demandes d'habilitation présentées par les publications de presse et les services de presse en ligne ayant une diffusion sur le département de la Loire-atlantique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1^{er} : les supports habilités à recevoir les annonces légales (SHAL) dans le département de la Loire-Atlantique pour l'année 2025 sont les suivants :

Publication de presse

- « Presse Océan » - 2 quai François Mitterand à Nantes (44)
- « Ouest France » - 10 rue du Breil à Rennes (35)
- « L'Hebdo de Sèvre et Maine » - 10 chemin de la Grenauderie à Clisson (44)
- « L'Echo de la Presqu'île Guérandaise et de Saint-Nazaire »
6 rue du Milan Noir à Guérande (44)
- « L'Echo de l'Ouest » - Rue du Docteur Jean Vincent à Bordeaux (33)
- « L'Eclaireur » - Châteaubriant et sa région - 24 Grande Rue à Châteaubriant (44)
- « Le Courrier du Pays de Retz » - 6 rue du Traité de Paris à Pornic (44)
- « Le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment » - 10 place du général de Gaulle à Antony (92)
- « L'Echo d'Ancenis et du Vignoble » - 25 rue Georges Clemenceau à Ancenis (44)
- « Loire-Atlantique Agricole », SARL Inf'Agri - Rue Pierre Adolphe Bobière La Géraudière à Nantes (44)

Services de presse en ligne

- « Actu.fr » - 13 rue du Breil à Rennes (35)
- « Le Moniteur.fr » - 10 place du général de Gaulle à Antony (92)
- « Loire-atlantique-agricole.fr » - Rue Pierre Adolphe Bobière – La Géraudière à Nantes (44)
- « Ouest-france.fr » - 10 rue du Breil à Rennes (35)
- « Informateurjudiciaire.fr » - 15 boulevard Guist'hau à Nantes (44)
- « Echo-ouest.fr » - Rue du Docteur Jean Vincent à Bordeaux (33)
- « Bfmtv.com » - 2 rue du Général Alain de Boissieu 75 015 Paris (75)
- « 20Minutes.fr » - 24 rue du Cotentin 75 015 Paris (75)
- « Lefigaro.fr » - 14 boulevard Haussmann 75 009 Paris (75)
- « LeMonde.fr » - 67 avenue Pierre Mendès 75 013 Paris (75)

Article 2 : Un support habilité à recevoir les annonces légales (SHAL) qui ne remplit plus, en cours d'année, les conditions exigées par la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 et ses textes d'application, et explicitées par les lignes directrices susvisées, peut être radié de la liste des supports habilités.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique et notifié aux directeurs des supports habilités figurant à l'article 1^{er}.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le directeur de la citoyenneté et de la légalité

Guillaume FROUIN



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté et de la légalité

Bureau du contrôle de la légalité
et du conseil aux collectivités
Affaire suivie par : Vincent JACQUOT

**Arrêté préfectoral
portant surclassement de la commune du Croisic dans la catégorie démographique
des communes comprises entre 20 000 et 40 000 habitants**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre national du Mérite

Vu l'article L. 133-19 du Code du tourisme ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L. 313-2 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article R.2151-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2024 classant la commune du Croisic en station de tourisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du Croisic en date du 15 octobre 2024, sollicitant le surclassement démographique de la commune dans la strate démographique 20 000 – 40 000 habitants ;

Vu la population légale de la commune du Croisic authentifiée par décret n° 2023-1256 du 26 décembre 2023 à compter du 1^{er} janvier 2024 (4170 habitants) ;

Considérant que la commune du Croisic est une commune classée station de tourisme ;

Considérant que la population touristique moyenne de la commune du Croisic est évaluée à 20 925 habitants ;

Considérant la population totale de la commune du Croisic est de 25 095 habitants ;

Considérant que les conditions nécessaires au surclassement de la commune du Croisic dans la catégorie démographique des communes de 20 000 à 40 000 habitants sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1^{er} – La commune du CROISIC est surclassée dans la catégorie démographique des communes comprises de 20 000 et 40 000 habitants.



PRÉFET DE LA LOIRE- ATLANTIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté et de la légalité

Article 2 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES qui devra être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Saint Nazaire et le maire de la commune du CROISIC, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique et affiché durant un mois au siège de la mairie.

à Nantes , le 13 décembre 2024

Le Préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Pierre-Emmanuel PORTHERET



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

**Arrêté préfectoral portant modification des
statuts de la communauté d'agglomération
Clisson Sèvre et Maine Agglo**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE,
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17 et L. 5216-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 modifié portant création de la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo issue de la fusion des communautés de communes de la Vallée de Clisson et de Sèvre, Maine et Goulaine ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du 24 septembre 2024 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo proposant la modification de ses statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres suivantes :

Aigrefeuille sur Maine	en date du	17 octobre 2024
Boussay	en date du	10 octobre 2024
Château Thébaud	en date du	10 octobre 2024
Gétigné	en date du	17 octobre 2024
Gorges	en date du	17 octobre 2024
Haute-Goulaine	en date du	11 octobre 2024
Maisdon-sur-Sèvre	en date du	17 octobre 2024
Monnières	en date du	14 novembre 2024
La Planche	en date du	17 octobre 2024
Remouillé	en date du	17 octobre 2024
Saint Fiacre sur Maine	en date du	14 octobre 2024
Saint Hilaire de Clisson	en date du	14 novembre 2024
Saint Lumine de Clisson	en date du	17 octobre 2024
Vieilleville	en date du	14 novembre 2024

Se prononçant favorablement sur le projet de modification statutaire ;

VU les délibérations de la commune de Clisson en date du 14 novembre 2024 et de la commune de la Haie Fouassière en date du 12 décembre 2024, se prononçant défavorablement sur la modification statutaire proposée ;

VU le projet de statuts modifiés ;

CONSIDERANT que les conditions de majorité posées à l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales sont respectées pour autoriser la modification statutaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1- les modifications suivantes sont apportées aux statuts de la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo :

- L'ajout d'une précision en matière de « promotion du tourisme » (2.1), permettant l'intervention éventuelle de la Communauté d'agglomération en matière d'accompagnement dans le développement touristique du territoire ;
- L'ajout d'une précision en matière de PLU (2.2), et notamment sur la capacité d'opposition au transfert à l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), sujet sur lequel les communes se sont prononcées ;
- L'ajout de précisions liées aux actions à porter par la Communauté d'agglomération dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (2.3) ;
- L'inscription des compétences obligatoires déjà exercées « Eau » (2.8), « Assainissement des eaux usées » (2.9) et « Gestion des eaux pluviales urbaines » (2.10) ;
- La modification, à la suite d'évolutions législatives, de l'intitulé « Compétences optionnelles » en « Compétences supplémentaires » (article 3) ;
- Le rattachement de l'éclairage public à la compétence « voiries et parcs de stationnement d'intérêt communautaire » (3.1) ;
- L'ajout d'une précision concernant la mise en œuvre par la Communauté d'agglomération, d'actions découlant du plan climat-air-énergie territorial (PCAET) (3.2) ;
- La reformulation de la rédaction en matière de participation financière aux cotisations d'assurance des sapeurs-pompiers volontaires du territoire (4.1) ;
- La reformulation de la rédaction de l'article 4.2 en matière de patrimoine bâti communautaire ;
- L'ajout d'un article 4.3 concernant la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements communautaires ;
- L'évolution de la rédaction de l'article 4.5 en matière d'actions culturelles ;
- L'évolution de l'article 4.9 en matière de liaisons douces ;
- L'ajout de l'article 4.10 concernant le PCAET ;
- L'ajout de l'article 4.11 concernant la production d'énergie renouvelable, pour tenir compte des récentes évolutions législatives prévues à l'article L. 2224-32 du Code général des collectivités territoriales ;

- L'ajout de l'article 4.12 concernant l'emploi et l'insertion, compétence jusqu'alors intégrée dans l'action sociale d'intérêt communautaire.

ARTICLE 2 - Le reste des statuts demeure inchangé.

ARTICLE 3 - Les statuts modifiés sont joints au présent arrêté.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, Monsieur le président de la communauté d'agglomération et Madame et Messieurs les maires des communes membres, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique et affiché durant un mois au siège des collectivités membres. Une copie sera adressée à Monsieur le directeur régional des finances publiques.

Nantes, le 19 DEC. 2024

Le Préfet

Fabrice RIGOULET-ROZE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Un recours gracieux peut également être exercé, durant le délai de recours contentieux, auprès de mes services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse dans les conditions précisées par l'article R.421-2 du code de justice administrative « Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. (...) »

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **19 DEC. 2024**
autorisant la modification des statuts de la communauté d'agglomération de
Clisson Sèvre et Maine aggro ;

Le Préfet,


Fabrice RIGOULET-ROZE

STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO

ARTICLE 1 : CONSTITUTION

Il est constitué entre les communes de Aigrefeuille-sur-Maine, Boussay, Château-Thébaud, Clisson, Gétigné, Gorges, Haute-Goulaine, La-Haie-Fouassière, Maisdon-sur-Sèvre, Monnières, La Planche, Remouillé, Saint-Fiacre-sur-Maine, Saint-Hilaire-de-Clisson, Saint-Lumine-de-Clisson, Vieilleville conformément aux article L. 5216-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, une communauté d'agglomération dénommée CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO.

ARTICLE 2 : COMPETENCES OBLIGATOIRES

CLISSON SEVRE ET MAINE AGGLO exerce de plein droit au lieu et place de ses communes membres les compétences, obligatoires au sens du II de l'article L 5216-5 du CGCT, suivantes :

2-1 En matière de développement économique :

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Sur le territoire de CSMA, la compétence « promotion du tourisme » comprend, notamment, l'accompagnement (le cas échéant par voie de subventions) des acteurs locaux du tourisme dans le développement de l'offre touristique du territoire.

2-2 En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, dans les conditions et limites fixées par la loi au titre des modalités de transfert de cette compétence ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

2-3 En matière d'équilibre social de l'habitat :

- Programme local de l'habitat et mise en œuvre des actions à porter par CSMA qui y sont prévues ;
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

2-4 En matière de politique de la ville :

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

2-5 Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

2-6 En matière d'accueil des gens du voyage :

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

2-7 Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

2-8 Eau.

2-9 Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8.

2-10 Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1.

ARTICLE 3 : COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES

La Communauté d'agglomération exerce, en outre, au lieu et place de ses communes membres, les compétences, supplémentaires au sens du II de l'article L 5216-5 du CGCT, suivantes :

3-1 Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

Cette compétence intègre les investissements et la maintenance en matière d'éclairage public, sur le périmètre de la voirie d'intérêt communautaire.

3-2 En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :

- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

Cette compétence emporte mise en œuvre du PCAET au titre des actions ressortant du 4° du II de l'article 5216-5 du CGCT.

3-3 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

3-4 Action sociale d'intérêt communautaire.

ARTICLE 4 : COMPETENCES ADDITIONNELLES

La Communauté d'agglomération exerce, en outre, au lieu et place de ses communes membres, les compétences, supplémentaires transférée au visa des dispositions des articles L 5211-17 et L5211-17-2 du CGCT, suivantes :

4.1 En matière de défense contre les incendies

- Participation financière au S.D.I.S. pour les centres d'intervention et de secours du territoire communautaire ;
- Renouvellement et entretien du parc des hydrants du territoire communautaire ;
- Participation éventuelle au financement des cotisations d'assurance des sapeurs-pompiers volontaire du territoire.

4.2 En matière de patrimoine bâti communautaire mis à disposition auprès de l'Etat

- Construction, gestion des locaux administratifs, et le cas échéant d'habitation associés, nécessaires à l'accueil sur le territoire des services déconcentrés de l'Etat, sous réserve d'un accord préalable du conseil communautaire pour la prise en charge des locaux concernés.

4.3 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements communautaires :

- Camping du Moulin, à Clisson ;
- Séchoir du Liveau, à Gorges ;
- Belvédère « le Porte-vue », à Château-Thébaud ;
- Locaux et anciens locaux administratifs et techniques.

4.4 En matière d'accessibilité aux personnes handicapées :

- Création de la Commission Intercommunale d'Accessibilité des Personnes Handicapées (C.I.A.P.H.) ;
- Constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des Transports ;
- Recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;
- Formulation de propositions de nature à améliorer les conditions d'accessibilité de l'existant ;
- Etude du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements de l'espace public (P.A.V.E.).

4.5 En matière d'actions culturelles :

- Prise en charge de temps d'enseignement musical en milieu scolaire pour les cours élémentaires et sur le temps libre ;
- Participation à la prise en charge de temps d'enseignement de la danse en milieu scolaire ;
- Soutien à l'organisation de manifestations culturelles et aux évènements visant un large public et intéressant plusieurs communes ;
- Actions de valorisation du patrimoine local : gestion du Musée du Vignoble Nantais, élaboration du label Pays d'art et d'histoire.

4.6 En matière d'innovation numérique :

- Soutien au développement du numérique sur le territoire communautaire (infrastructures et usages).

4.7 En matière de services funéraires :

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'un crématorium.

4.8 Animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (SAGE) situés sur le territoire de la Communauté d'agglomération

4.9 En matière de liaisons douces

- Elaboration et mise en œuvre d'un schéma vélo intercommunal ;
- Création, gestion et entretien des sentiers de randonnées pédestres inscrits au PDIPR, sous réserve pour les nouvelles inscriptions d'un avis favorable du Conseil communautaire ou de l'instance déléguée.

4-10 En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :

- Mise en œuvre du PCAET pour les actions à porter par CSMA qui dépassent le champ de la compétence supplémentaire du 4° du II de l'article 5216-5 du CGCT

4-11 Production d'énergie renouvelable, dans les conditions fixées par la loi, sans préjudice de la compétence propre des communes membres en la matière.

4-12 Emploi et insertion, dont participation financière, notamment, à la Mission locale pour la qualification et l'insertion professionnelle et sociale et participation au comité territorial pour l'emploi ou équivalents.

4.13 En matière d'études d'intérêt communautaire :

- Conduite de toutes études et prospectives intéressant le territoire de la Communauté d'agglomération.



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

**Arrêté préfectoral autorisant le retrait de la
commune de VERTOU du syndicat mixte du SCOT
et du Pays du Vignoble Nantais au 31 décembre
2024**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE,
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 5211-19, et suivants, ainsi que les articles L. 5711-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 modifié autorisant la création du syndicat mixte fermé du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais ;

VU la délibération du 11 avril 2024 de la commune de VERTOU aux termes de laquelle la commune sollicite son retrait du syndicat ;

VU la délibération du 27 juin 2024 de la commune de VERTOU aux termes de laquelle la commune approuve les modalités financières et patrimoniales de son retrait ;

VU la délibération du 3 juillet 2024 du comité syndical du syndicat mixte du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais aux termes de laquelle le syndicat approuve le retrait de la commune de VERTOU au 31 décembre 2024 et la mise en œuvre de la procédure de modification des statuts ;

VU la délibération concordante du 3 juillet 2024 du comité syndical du syndicat mixte du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais aux termes de laquelle le syndicat approuvant en des termes concordants les modalités financières et patrimoniales du retrait de la commune de VERTOU ;

VU les délibérations des membres du syndicat :

Communauté de Communes Sèvre et Loire	en date du	25 septembre 2024
Communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo	en date du	24 septembre 2024

Se prononçant tous favorablement sur le retrait de la commune de VERTOU du syndicat au 31 décembre 2024 et sur la modification des statuts du syndicat ;

VU le projet de statuts modifiés ;

CONSIDERANT que la commune de VERTOU a réalisé une étude d'impact en application de l'article L.5211-39-2 du CGCT qui prévoit que le retrait d'une commune d'un syndicat nécessite la réalisation, par la commune qui est à l'initiative du retrait, d'une étude ;

CONSIDERANT que les conditions de majorité posées à l'article L. 5211-19 du CGCT sont respectées pour autoriser le retrait de commune de VERTOU du syndicat mixte du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais au 31 décembre 2024 ;

CONSIDERANT que les conditions de majorité posées à l'article L.5211-20 du CGCT sont respectées pour autoriser la modification des statuts du syndicat mixte du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais au 31 décembre 2024 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1- le retrait de la commune de VERTOU du syndicat mixte du SCOT et du Pays du Vignoble Nantais au 31 décembre 2024 est autorisé ;

ARTICLE 2- Après délibérations concordantes visées ci-avant, les conditions patrimoniales et financières définies par le syndicat et la commune qui se retire sont les suivantes :

- Participation financière 2024 : la Commune de Vertou versera l'intégralité de sa participation 2024 soit 75 530,70 € appelée en deux fois, une première moitié après le vote du budget et la deuxième moitié en juillet ou en août 2024.
- Emprunts en cours :
 - Emprunt travaux de rénovation du Musée (204 100 €) : le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élèvera à 140 364,73 €. La quote-part de Vertou s'élèvera à $140\,364,73\text{ €} \times 19,52\%$ (poids de Vertou, en nombre d'habitants, au sein du Syndicat) = 27 399,19 €. Pour les intérêts, le montant des intérêts à courir du 1er janvier 2025 à la fin du prêt s'élèvera à 9 399,14 €. La quote-part de Vertou s'élèvera à $9\,399,14\text{ €} \times 19,52\%$ = 1 834,71 €.
 - Emprunt acquisition des Réserves à Maisdon Sur Sèvre (158 200 €) : le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élèvera à 82 504,32 €. La quote-part de Vertou s'élèvera à $82\,504,32\text{ €} \times 19,52\%$ = 16 104,84 €. Pour les intérêts, le montant des intérêts à courir du 1er janvier 2025 à la fin du prêt s'élèvera à 3 727,62 €. La quote-part de Vertou s'élèvera à $3\,727,62\text{ €} \times 19,52\%$ = 727,63 €.

Par conséquent, pour les emprunts, la commune de Vertou devra verser au Syndicat, lors de son retrait effectif, la somme de 27 399,19 € + 1 834,71 € + 16 104,84 € + 727,63 € soit 46 066,37 €.

De ce montant, sera déduit (en cas de résultat excédentaire cumulé au 31 décembre 2024 du budget patrimoine du Syndicat) ou sera rajouté (en cas de résultat déficitaire cumulé au 31 décembre 2024 du budget patrimoine du Syndicat) la quote-part de la Commune de Vertou (19,52 % du résultat cumulé au 31 décembre 2024).

ARTICLE 3 - Les statuts de syndicat mixte sont modifiés de la façon suivante afin de prendre en compte le retrait de la commune de VERTOUP du syndicat :

- à l'article 2, relatif à la composition :
 - Clisson Sèvre et Maine Agglo
 - Communauté de Communes Sèvre et Loire
- à l'article 3, relatif au périmètre pour chacune des compétences ;
- à l'article 6, relatif à la composition du comité syndical ;

Article 4 – les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté ;

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, Monsieur le président du syndicat mixte, Monsieur le maire de la commune de VERTOUP, Madame la présidente et Monsieur le président des EPCI membres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique et affiché durant un mois au siège des collectivités membres. Une copie sera adressée à Monsieur le directeur régional des finances publiques.

Nantes, le 19 DEC. 2024

Le Préfet

Fabrice RIGOUTET-ROZE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Un recours gracieux peut également être exercé, durant le délai de recours contentieux, auprès de mes services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse dans les conditions précisées par l'article R.421-2 du code de justice administrative « Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. (...) »

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **19 DEC. 2024**
autorisant la modification des statuts du syndicat mixte du SCoT Et du pays du vignoble nantais ;

Le Préfet,

Fabrice RIGOULET-ROZE



STATUTS Syndicat Mixte du SCoT Et du Pays du Vignoble Nantais

ARTICLE 1 : Dénomination

En application des articles L.5711-1 et suivants, et de l'article L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales, il est créé un Syndicat mixte à la carte dénommé SYNDICAT MIXTE DU SCoT ET DU PAYS DU VIGNOBLE NANTAIS.

ARTICLE 2 : Composition

Le syndicat comprend différents objets définis à l'article 3. Sont membres pour tout ou partie des compétences :

- Clisson, Sèvre et Maine Agglomération
- Communauté de communes Sèvre et Loire

ARTICLE 3 : Objet

Article 3 - 1 : Compétence « Le Schéma de Cohérence Territoriale »

Le Syndicat a pour objet de définir les grandes orientations en matière d'aménagement et de développement durable.

Il est compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur l'ensemble du territoire compris dans le périmètre fixé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2002, étendu par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2003 et modifié par arrêté préfectoral du 26 octobre 2011.

Il est chargé de l'élaboration, de l'approbation, du suivi et de la révision du SCoT conformément aux dispositions des articles L 141-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Adhèrent à cette compétence, les intercommunalités incluses dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale, à savoir :

- Clisson, Sèvre et Maine Agglomération
- Communauté de communes Sèvre et Loire

Article 3 - 2 : Compétence « Patrimoine »

Le syndicat mixte a pour vocation de conduire des actions de valorisation du patrimoine auprès de la population locale :

Dans ce cadre le Syndicat mixte a pour objet de :

- Gérer le Musée du Vignoble Nantais, labellisé Musée de France
- Animer et coordonner la politique de valorisation du patrimoine, notamment l'élaboration, l'animation, le suivi et l'évaluation du label Pays d'art et histoire

Membres adhérents au titre de la compétence « Patrimoine » :

- Clisson, Sèvre et Maine Agglomération
- Communauté de communes Sèvre et Loire

Article 3 - 3 : Compétence « animation, ingénierie et contractualisation »

Dans ce cadre, le Syndicat a pour objet d'assurer la cohérence d'une politique de développement et d'aménagement global et durable du territoire du Pays du Vignoble Nantais.

Le Syndicat mixte a vocation à être un lieu privilégié de partenariat, de concertation, de coordination et d'animation des initiatives publiques en faveur du développement du territoire et d'accompagnement des initiatives privées sur ce champ de développement.

Pour ce faire, il est compétent pour :

- Accompagner les collectivités dans la mise en œuvre opérationnelle du SCoT
- Conduire des réflexions, études et expérimentations à l'échelle du Pays
- Assurer l'ingénierie des projets de Pays ou d'intérêt de Pays
- Rechercher les financements et répondre à des appels à projets pour le territoire

Le Syndicat n'a pas vocation à être maître d'ouvrage d'opérations d'investissement, à l'exception d'opérations très spécifiques d'intérêt de Pays.

Les communes et les EPCI restent donc maîtres d'ouvrage des actions entrant dans leurs domaines de compétence respectifs.

Toutefois, ils auront la possibilité de déléguer au Syndicat Mixte le soin d'assurer la réalisation de certaines études ou actions de promotion, dans le cadre de ses compétences, pour leur compte et en leur nom, selon des modalités à déterminer par convention passée entre le Syndicat Mixte et les EPCI intéressés, dans le respect des dispositions du Code des Marchés Publics.

Le cadre d'intervention du syndicat mixte sera défini par une charte de territoire.

Adhèrent à cette compétence :

- Clisson, Sèvre et Maine Agglomération
- Communauté de communes Sèvre et Loire

Article 3 – 4 : Habilitation pour de la prestation de service

Le syndicat mixte peut assurer des prestations de services pour le compte de tiers, se rattachant à ses compétences :

- SCoT
- Mission d'animation, ingénierie et contractualisation
- Patrimoine

La prestation de service fera l'objet d'un budget annexe qui contribuera aux dépenses :

- D'administration générale commune et d'entretien de la maison de pays au prorata de la surface occupée
- De personnel mutualisé au prorata du temps passé.

Des conventions précisent les modalités de mise en œuvre de ces prestations de services.

Article 3 - 5 : Conseil de Développement

Le conseil de développement relève d'une compétence obligatoire des intercommunalités de plus de 20 000 habitants.

Le syndicat mixte pourra par délégation des intercommunalités assurer le portage du conseil de développement à l'échelle du territoire des deux intercommunalités.

Le syndicat mixte mettra à disposition du conseil de développement les moyens nécessaires à son bon fonctionnement, après accord des deux intercommunalités.

ARTICLE 4 : Conditions d'adhésion ou de retrait d'une compétence

Une collectivité qui adhère déjà au Syndicat peut adhérer à une nouvelle compétence après accord du comité syndical.

Une collectivité peut se retirer d'une compétence sans se retirer du Syndicat après accord du comité syndical.

ARTICLE 5 : Durée - Sièg

La durée du Syndicat est illimitée.

Le siège social du Syndicat mixte est fixé à la Maison de Pays, allée du Chantre, 44190 CLISSON.

ARTICLE 6 : Comité syndical

Pour les intercommunalités :

8 délégués par intercommunalité

1 délégué supplémentaire par tranche commencée de 5 000 habitants

3 délégués suppléants par Communautés de Commune

Pour l'évolution de la représentativité, il sera tenu compte de la population légale en vigueur au 1^{er} janvier de l'année du renouvellement du comité syndical.

Le Syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués des collectivités adhérentes.

En vertu de l'article L.5212-16 du CGCT, tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres. Le président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L.2121-14 et L.2131-11 du CGCT.

En cas de vacance, le conseil communautaire pourvoit au remplacement dans un délai de 1 mois.

Chaque délégué ne délibère que sur les objets et affaires pour lesquels sa collectivité a adhéré. Les règles du quorum seront rappelées dans le règlement intérieur.

Les délibérations du comité sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ARTICLE 7 : Président

Le comité élit, pour la durée du mandat intercommunal, son/ sa président.e lors de la réunion d'installation et ultérieurement après chaque renouvellement du comité.

Le/la président.e est l'exécutif du Syndicat mixte pour toutes les compétences du Syndicat mixte.

A ce titre, le président :

- Prépare et exécute les délibérations du comité syndical,
- Est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes,
- Est le « chef des services » créés par le Syndicat et nomme aux différents emplois.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents. En l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, il peut donner cette délégation à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au responsable administratif de la structure.

Il représente en justice l'établissement public de coopération intercommunale.

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du président, les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge.

ARTICLE 8 : bureau

Le comité élit parmi ses délégués un bureau composé de 1 président, 1 ou plusieurs vice-présidents et 1 ou plusieurs membres.

Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par le comité syndical sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif de celui-ci.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité syndical.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical à l'exception :

1. Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
2. De l'approbation du compte administratif,
3. Des dispositions à caractère budgétaire prises, à la suite d'une mise en demeure intervenue, en application de l'article L.1612-15 du Code général des collectivités territoriales,
4. Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat,
5. De l'adhésion du Syndicat à un établissement public,
6. De la délégation de la gestion d'un service public,

7. Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion du comité syndical, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

ARTICLE 9 : Ressources du Syndicat mixte

Les ressources du Syndicat sont celles énumérées aux articles L.5212-19 et L.5212-20 du CGCT et sont notamment :

- Les contributions financières de chaque membre,
- Les subventions de l'Etat, de la Région, des Départements, des communes, des groupements de communes et de l'Union Européenne,
- Le produit des dons et legs régulièrement acceptés,
- Le produit des emprunts,
- Le produit des recettes diverses,
- Toute autre ressource autorisée par la réglementation,
- Les revenus des biens meubles et immeubles.

ARTICLE 10 : Contributions financières

10-1 : Calcul des participations

Les participations des collectivités adhérentes fixées lors du vote du Budget se feront selon le barème suivant :

- 100 % au prorata du chiffre de population totale au 1^{er} janvier de l'année, de la collectivité.

10 2 : répartition des dépenses d'administration générale

LA MAISON DE PAYS

Les dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien de la Maison de Pays seront supportées par le budget principal qui en contrepartie bénéficiera des produits liés à l'activité de la Maison de Pays.

Lors du vote du budget, l'ensemble des délégués fixera les modalités de reversement, du budget « Pays d'art et d'histoire et animations de conventions culturelles » vers le Budget principal, des charges et produits correspondant à l'usage qu'il fera de la Maison de Pays : surface occupée y compris parties communes au prorata du temps de travail des agents sur chacune des compétences.

LE PERSONNEL

Les charges et recettes relatives aux personnels ayant des missions sur plusieurs activités du Syndicat, se verront affectés sur le budget principal

Lors du vote du budget, l'ensemble des délégués fixera par délibération les conditions de reversement des charges et recettes correspondant au temps passé par le ou les agents sur les missions relatives la « démarche Pays d'art et d'histoire et animations de conventions culturelles ».

LE MUSEE DU VIGNOBLE NANTAIS

La totalité des charges et recettes concernant la gestion et l'entretien du Musée du Vignoble Nantais sera affectée sur le Budget « Pays d'art et d'histoire et animations de conventions culturelles ».

ARTICLE 11 : Retrait ou ajout de membres

Tout retrait ou ajout d'une collectivité au Syndicat mixte interviendra dans les conditions prévues dans le Code général des collectivités territoriales, qui prévoit en particulier la consultation de chacune des collectivités adhérentes concernées par la modification.

Dans le cas du retrait ou de l'extension d'une compétence, l'article 4 des présents statuts s'applique sauf si le retrait d'une compétence entraîne retrait du Syndicat mixte.

ARTICLE 12 : Comptabilité

La fonction de comptable du Syndicat mixte sera assurée par un comptable public désigné par l'autorité compétente.

ARTICLE 13 : Dissolution

La dissolution du Syndicat mixte entraînera, par application de l'article L.143-16 du Code de l'urbanisme, l'abrogation du Schéma de Cohérence Territoriale, sauf si un autre établissement public en assure le suivi.

Quelque soit le motif de dissolution, il est procédé à la répartition de l'actif et du passif du Syndicat mixte entre les membres, dans la même proportion que celle de leur participation.

ARTICLE 14 : Divers

Les lois et règlements concernant le contrôle administratif des communes sont applicables au Syndicat mixte.

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des organes délibérants décidant de la création.

